

## Questions au Feuilleton

## JEUX OLYMPIQUES—L'AIDE FINANCIÈRE

Question n° 710—**M. Stackhouse:**

A quelles sources la ville de Montréal peut-elle faire appel pour obtenir de l'aide financière et quelles sont celles qui ont été utilisées en vue des prochains jeux olympiques?

**L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines):** Le premier ministre a indiqué à la Chambre le 2 février 1972 les sources de financement fédérales auxquelles peut avoir recours la Ville de Montréal. Aucune n'a été employée pour les prochains jeux olympiques.

LES STATIONS MÉTÉOROLOGIQUES DE L'ARCTIQUE  
(T.N.-O.)Question n° 770—**M. Hales:**

1. Le ministère des Transports a-t-il déjà eu dans l'Arctique une station météorologique administrée en commun avec le Bureau météorologique des États-Unis à Mould Bay (T.N.-O.), à Eureka, dans l'île d'Ellesmere (T.N.-O.) et dans l'île du Prince Patrick et, dans l'affirmative, a) à quelle date cet accord a-t-il débuté et b) à quelle date s'est-il terminé?

2. Qui dirige et fait fonctionner actuellement ces stations météorologiques?

3. Qu'a-t-on fait du matériel, des produits alimentaires et des autres approvisionnements qui étaient la propriété des États-Unis?

4. A-t-on fait l'inventaire de ces approvisionnements et, dans l'affirmative, à quelle date?

5. Qu'a-t-on fait des cigarettes?

6. A-t-on donné l'ordre de détruire le matériel, les produits alimentaires, etc. et, dans l'affirmative, a) qui a donné cet ordre, b) comment en a-t-on fait la destruction et c) quelle était la valeur approximative de ce qui a été détruit?

7. A-t-on consulté le Service canadien de la faune sur la prise en charge de ce matériel?

**M. William Rompkey (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement):** 1. Oui. Mould Bay: a) le 11 avril 1948; b) le 2 novembre 1971. Eureka: a) le 7 avril 1947; b) le 2 juillet 1972. L'ordonnance 1970-2047 du Conseil privé a permis de transférer la responsabilité de l'exploitation de ces stations météorologiques du ministère des Transports à celui de l'Environnement.

2. Le Service de l'environnement atmosphérique du ministère de l'Environnement.

3. A l'exception du matériel d'étude de la haute atmosphère qui a été restitué aux États-Unis, l'équipement, les produits alimentaires et autres approvisionnements ont été remis aux autorités canadiennes.

4. Oui, en juillet 1971.

5. Elles appartenait au personnel et ont été conservées par les Américains.

6. L'équipement vétuste ou irréparable ainsi que les denrées alimentaires suspectes ont été détruits. a) Le directeur de la région du Centre, du Service de l'environnement atmosphérique; b) dépotoir local; c) néant.

7. Non.

LA DÉNOMINATION BILINGUE DES ORGANISMES  
GOUVERNEMENTAUXQuestion n° 798—**M. Fortin:**

1. Quelles sont les sociétés, compagnies ou organismes du gouvernement qui n'ont encore aucune dénomination bilingue?

2. Quelles sont celles qui ont reçu une dénomination bilingue au cours des cinq dernières années?

3. Le gouvernement entend-il traduire en français le nom des corporations qui ont encore une dénomination anglaise?

[M. Reid.]

**M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé):** 1. Toutes les sociétés, compagnies ou organismes du gouvernement ont une dénomination bilingue.

2. Eldorado Nucléaire limitée Uranium Canada Limitée Société pour l'expansion des exportations Le Conseil de la radio-télévision canadienne

3. Sans objet.

## LE PROGRAMME D'INITIATIVES LOCALES

Question n° 862—**M. Korchinski:**

1. Combien de projets du PIL y avait-il dans chaque province en 1972?

2. Quelles sommes ont-elles été dépensées dans chaque province en 1972?

**M. Mark MacGuigan (secrétaire parlementaire du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** 1. Voir 1<sup>re</sup> colonne du tableau I ci-après.

2. Voir 2<sup>e</sup> colonne du tableau I ci-après.

## Tableau I

## Programme des initiatives locales

Nombre de projets approuvés  
et totaux des subventions par province  
(année civile 1972)

	Projets	Subventions
	approuvés Col. 1	Col. 2
Terre-Neuve	470	\$ 10,805,006
Nouvelle-Écosse	527	13,180,801
Île-du-Prince-Édouard	141	2,470,846
Nouveau-Brunswick	491	11,549,814
Québec	2,377	77,232,276
Ontario	1,262	28,665,223
Manitoba	278	7,325,244
Saskatchewan	224	5,259,863
Alberta	410	9,904,995
Territoires du N.-O.	36	1,147,917
Colombie-Britannique	815	18,880,301
Yukon	24	412,813
Total Canada	7,055	\$186,835,099

LES TRAITEMENTS DES GARDES-MALADES À L'EMPLOI  
DE LA FONCTION PUBLIQUEQuestion n° 909—**M. Forrestall:**

1. Le gouvernement envisage-t-il d'étendre le principe des taux de salaires courants pour les gardes-malades de catégorie supérieure au niveau I, à l'emploi de la Fonction publique du Canada et, dans l'affirmative, pour quelle raison?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de maintenir un tel système à l'égard des gardes-malades au niveau I?

**L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor):** 1 et 2. Le gouvernement en tant qu'employeur est actuellement en négociations avec ce groupe et il n'est pas dans l'intérêt de l'une ou l'autre partie de dévoiler ce qui se passe à la table de négociation. Les deux conventions collectives précédentes des infirmières prévoyaient des taux régionaux au niveau I.